

THEME 2 : LA REGULATION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

QUEL EST LE ROLE DE L'ETAT DANS LA REGULATION ECONOMIQUE ?

INTERVENTION DE L'ÉTAT ET OBJECTIFS ECONOMIQUES

DOSSIER ETUDIANT – CAS ET QUESTIONNEMENT

Compétences	Savoirs associés
– Identifier les principales politiques économiques et leurs outils	– Le rôle de l'État (allocation, redistribution, régulation) – La croissance économique – L'existence de déséquilibres : inflation, chômage



➔ Vous voilà propulsé(e) au cœur du ministère de l'Économie et des Finances, plus communément connu sous le nom de "Bercy" car en plein cœur du quartier de Bercy, dans le 12ème arrondissement de Paris. Vous représentez l'Etat, au sein de son pouvoir exécutif. Vous avez été nommé(e) en tant qu'assistant(e) du secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et vous avez la mission de définir les objectifs économiques de l'action du secrétaire d'Etat au sein de ce ministère.

Votre mission est complexe car vous devez accompagner la prise de décisions économiques au sein d'un environnement changeant et incertain (même les modèles de prévisions statistiques peuvent se tromper !). De plus, les décisions économiques auront des impacts différents pour les entreprises, que ce soit des PME, des GE, ou des ETI...

Avant de réfléchir aux objectifs des politiques économiques dont vous aurez à accompagner la mise en œuvre, vous vous interrogerez sur la nécessité de l'intervention de l'Etat au sein de l'économie (I) et aux objectifs de vos futures interventions sur l'activité économique du pays (II)...

I- L'intervention de l'État dans l'économie est-elle nécessaire ?

A- L'Etat doit-il intervenir en économie de marché ?

L'action de l'Etat se traduit par l'action du gouvernement (Premier ministre et ses ministres et secrétaires d'Etat nommés par le Président de la République sur proposition du Premier Ministre) mais pas seulement...

1. Rappelez comment l'Etat édicte des règles de droit (*Ressource 1 : vidéo jusqu'à 2 min20*).

La vidéo de la ressource 1 (du début jusqu'à 2 min 20) permet de répondre aux questions 1 à 4.

2. Expliquez pourquoi le marché « libre » ne fonctionne pas toujours de manière efficace.

B- L'État doit-il intervenir dans la gestion des ressources ?

3. Le secrétaire d'État rattaché au ministre de la jeunesse et des sports souhaite organiser un feu d'artifice pour une fête conviant les athlètes engagés dans de grandes compétitions sportives internationales. Expliquez pourquoi le feu d'artifice peut être considéré comme un bien public et être pris en charge à ce titre par l'état. (*Ressource 1 : vidéo*)
4. A partir de la vidéo, citez les solutions apportées par l'Etat aux autres défaillances de marché que sont les externalités, une concurrence trop faible et l'insuffisance d'informations.
5. Retrouvez, pour chaque situation exposées ci-dessous, les défaillances du marché et les solutions apportées par l'Etat.
 - a- *En France, les fabricants de tabac, et non l'État, fixent les prix de vente aux consommateurs, mais les taxes en représentent plus de 80% du prix. Le tabac rapporte à l'État environ 14 milliards d'euros par an. Le prix du paquet de tabac doit augmenter six fois d'ici fin 2020 pour atteindre 10 €, selon la ministre de la Santé. L'État, qui a inscrit dans la Stratégie nationale de santé adoptée fin 2017, la promotion des « comportements favorables à la santé », estime à 26,6 milliards les coûts sociaux liés au tabac.*
 - b- En 2009, l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) autorise l'arrivée de Free, 4^{ème} opérateur sur le marché de la téléphonie mobile. Le marché se composait alors de 3 acteurs : Orange, SFR et Bouygues Telecom.
 - c- (...) Un étudiant coûte en moyenne 13 873 euros par an en France, contre 10 032 euros pour un élève de secondaire et 6 364 euros pour un élève de primaire, d'après la note d'information de février 2016 de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP). (...) En France, un étudiant coûte ainsi en moyenne 55 828 euros pour l'ensemble de ses études. La part du financement public dans l'enseignement supérieur varie fortement selon les pays. En Finlande ou en Norvège par exemple, l'Etat l'assure à 95 % ou plus. À l'opposé, en Corée du Sud, au Japon ou aux Etats-Unis, celui-ci n'en finance que 29 % à 38 %. En France, 80 % du financement est d'origine publique, soit plus que dans la moyenne des pays de l'OCDE (70 %). source : www.lemonde.fr

C- L'État doit-il assurer un rôle de redistribution ?

À partir des annexes 1 et 2 ci-dessous et l'aide de la ressource 2, traitez les questions suivantes :

6. Montrez que la répartition des revenus est inégalitaire.
7. Expliquez comment le rapport entre les revenus avant impôt et prestations sociales et après impôts et prestations sociales passe de 21,1 à 5,7.
8. Proposez deux arguments qui justifient l'intervention de l'Etat en matière de redistribution, d'un point de vue économique (action sur la demande notamment) et social.

Annexe 1 : Effet de la redistribution sur les niveaux de vie pour les 10% les plus aisés et les 10% les plus modestes

	Revenu moyen des 10% les plus modestes (en €)	Revenu moyen des 10% les plus aisés (en €)	Rapport
Avant impôts et prestations sociales	281	5 939	21,1
Après impôts et prestations sociales	821	4 666	5,7

Remarque : Un individu (seul) est considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 855 euros (seuil à 50 % du revenu médian) ou 1 026 euros (seuil à 60 %). En France, le taux de pauvreté (proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année à 60% du revenu médian) est autour de 14%

Source : Insee – Données 2015 – © Observatoire des inégalités

Annexe 2 : Effets des mécanismes de redistribution sur les niveaux de vie mensuels pour les plus riches et les plus pauvres

	Montant moyen pour les 10% les plus pauvres (en €)	Montant moyen pour les 10% les plus riches (en €)
Niveau de vie avant redistribution	281	5 939
Impôts sur le revenu (taxe d'habitation supprimée en 2018 sur 3 ans)	+1	850
Allocations familiales	+64	+12
Autres prestations familiales	+100	+3
Aides au logement	+172	+1
Prime d'activité ¹	+217	+4
Niveau de vie après redistribution	821	4 666

II- L'Etat peut-il jouer un rôle dans la stabilisation de l'économie ?

A- L'Etat intervient contre le déséquilibre du chômage

À partir de l'annexe 3 ci-dessous et à l'aide des ressources 3 à 5, traitez les questions 9 à 14.

9. Répondez aux questions suivantes :

- un chômeur est-il considéré comme un actif au sens du BIT ?
- un homme au foyer est-il considéré comme un chômeur ?
- un salarié travaillant à temps partiel imposé est-il considéré comme un chômeur ?

10. Comparez le taux de chômage des actifs sans diplôme et celui des actifs diplômés d'un bac +2 ou plus. Qu'en déduisez-vous ?

11. Donnez des exemples d'intervention de l'État permettant de réduire le taux de chômage des moins diplômés.

12. Comment l'État doit-il intervenir dans l'économie pour lutter contre le chômage selon Keynes ?

13. Expliquez pourquoi le chômage est considéré comme un déséquilibre économique.

14. Dégagez le lien entre les politiques économiques et le rôle de l'État.

Annexe 3 : Taux de chômage selon le niveau de diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale en 2017 (en %)

Niveau de diplôme	Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale	Sortis depuis 5 à 10 ans de formation initiale	Sortis depuis 11 ans ou plus de formation initiale	Ensemble
Sans diplôme, CEP, brevet	48,4	37,4	14,0	17,0
Bac, CAP, BEP	24,1	15,1	7,6	10,0
Bac + 2 ou plus	8,8	5,1	4,2	5,2
Ensemble	17,8	12,0	7,6	9,4

Le demandeur d'emploi inscrit peut recevoir l'ARE (Allocation de Retour à l'Emploi) s'il justifie d'une durée minimale de cotisation (610 heures de travail ou 88 jours au cours des 28 derniers mois). Cette somme ne peut pas être inférieure à 57 % et supérieure à 75 % du salaire journalier de référence.¹

¹ Le salaire journalier de référence (SJR) est égal au salaire annuel de référence divisé par le nombre de jours travaillés durant la période de référence de calcul.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus.

¹ La prime d'activité a remplacé le RSA et la prime pour l'emploi. C'est un complément de salaire versé aux travailleurs à revenus modestes.

B- Quels objectifs économiques fixer à l'intervention de l'Etat ?

a) La croissance à tout prix ?

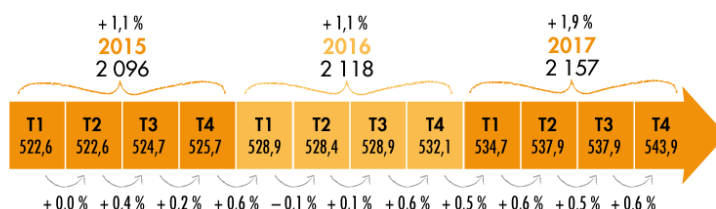
À partir de l'annexe 4 ci-dessous et à l'aide de la ressource 6, traitez les questions suivantes (15 à 22).

15. Indiquez le lien entre taux de croissance et le PIB.
16. Dans l'exemple de l'entreprise fabriquant des guitares, expliquez comment sera calculée la valeur ajoutée créée.
17. Indiquez le lien entre valeur ajoutée et PIB.
18. Indiquez si les réponses ci-dessous sont vraies ou fausses en justifiant vos réponses :

- Entre le 3^{ème} trimestre 2017 et le 4^{ème} trimestre 2017, la croissance économique a augmenté de 543,9 milliards d'€.
- Le taux de croissance du PIB de la France est de 1,9% en 2017.
- La richesse créée au niveau national par les entreprises françaises et étrangères en France est de 2 157 000 € en 2017.
- Le PIB de la France est de 2 157 milliards d'€ en 2017.
- La France a créé moins de richesses en 2017 qu'en 2016.
- Le taux de croissance 2017 s'obtient en faisant la somme des taux de croissance des 4 trimestres de l'année 2017.

Annexe 4 : Évolution du PIB de la France entre 2015 et 2017

CROISSANCE TRIMESTRIELLE ET CROISSANCE ANNUELLE
EN FRANCE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : lafinancepourtous.com d'après Insee



Taux de croissance = (valeur de l'année N – valeur de l'année N-1)/valeur de l'année N * 100

19. Expliquez pourquoi le PIB correspond également à la somme des revenus distribués et à la somme des dépenses.
20. Si l'objectif du gouvernement est d'augmenter le PIB de 2% en 2018, quel sera le montant (en valeur) de la richesse créée ?
21. Indiquez les limites d'un objectif de croissance mesuré par l'évolution du PIB.
22. La vidéo de ressource 5 parle de « bien-être ». Après avoir recherché la différence entre croissance et développement, recherchez d'autres indicateurs plus représentatifs du niveau de développement d'un pays.

b) L'inflation : un réel danger ?

À partir de l'annexe 5 ci-dessous et à l'aide de la ressource 7, traitez les questions suivantes :

23. Après avoir recherché le taux d'inflation actuel, indiquez les effets négatifs que pourrait avoir une inflation excessive sur les entreprises, les ménages et sur la croissance économique.
24. Après avoir défini ce qu'est une exportation de marchandises, expliquez pourquoi une hausse des prix pourrait nuire aux exportations françaises.
25. Calculez le solde commercial de la France en 2017. Qu'en concluez-vous ?

Annexe 5 : Évolution du solde de la balance commerciale française en milliards d'€

Année	Exportations de biens ou marchandises	Importations de biens ou marchandises	Solde
2017	473,2	535,5	
2016 (r)	452,9	501,3	-48,3
2015 (r)	455,5	500,6	-45,1

(r) : données révisées

Source : INSEE